Décision n° 2020-0446
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse
en date du 16 avril 2020
modifiant les autorisations d'utilisation de fréquences assignées délivrées à diverses entités pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret du 13 octobre 1994 relatif aux radiocommunications intéressant la circulation des aéronefs ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs, telle que modifiée en dernier lieu par la décision n° 2017-0383 du 21 mars 2017 ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 7 avril 2020 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1er et 2 de la décision n° 2015-1160 du 29 septembre 2015 modifiée de l'Arcep portant délégation de pouvoirs ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l'annexe à la présente décision, incluant l'accord de la direction générale de l'aviation civile pour l'utilisation des fréquences concernées ;

Décide :

Article 1. Les entités citées dans l'annexe à la présente décision sont autorisées à modifier leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile, dans les conditions précisées dans la présente décision et son annexe.

Article 2. La présente décision ne modifie pas la date de fin de l'autorisation d'utilisation de fréquences fixée par la décision initiale.

Article 3. Au moins quatre mois avant la date de son expiration, seront notifiés aux titulaires les conditions de leur renouvellement ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.

Article 4. La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.

Article 5. Les titulaires de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques sont assujettis au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

Article 6. La directrice Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux titulaires.

Fait à Paris, le 16 avril 2020,

Pour le Président et par délégation

Jean-Luc STEVANIN
Chef de l'unité gestion des fréquences

Annexe à la décision n° 2020-0446
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse
en date du 16 avril 2020

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Modification

Autorisation ne modifiant pas la date de fin de l'AUF initiale

Dossier	Titulaire	Utilisation	Frq
198600404	COMMUNE DE MONTBELIARD	25 MONTBELIARD	4 VHF
198801274	COMMUNE D'ENSUES LA REDONNE	13 ENSUES LA REDONNE	2 VHF
198900587	CARGILL HAUBOURDIN SAS	59 HAUBOURDIN	2 UHF
199004459	BOREALIS CHIMIE	76 LE GRAND QUEVILLY	1 UHF
199007224	ORGANISATION INTERNAT POLICE CRIMINELLE	69 LYON	9 UHF
199102844	CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE MORBIHAN	56 LORIENT	6 UHF
199106062	SA D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DE SELONNET	04 SELONNET	3 VHF
199204317	BOREALIS CHIMIE	76 LE GRAND QUEVILLY	1 UHF
199204869	DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION	83 DRAGUIGNAN	2 UHF
199206362	BOREALIS CHIMIE	76 LE GRAND QUEVILLY	1 UHF
199206763	COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES	38 GRENOBLE	5 UHF
199503337	AFUL DE LA ZAC AVENIR	93 DRANCY	2 UHF
200700209	SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE	21 DRAMBON	4 UHF
200700368	REGION NORMANDIE	14 CAEN	2 UHF
201101635	COMMUNE DE SAINT BRIEUC	22 ST BRIEUC	3 UHF
201300099	ALTAREA FRANCE	06 ST LAURENT DU VAR	10 UHF
201302107	ESTENER	76 LE HAVRE	1 UHF
201800505	SUEZ RV NORD EST	51 HUIRON	1 VHF
201800569	GROUPAMA SUPPORTS ET SERVICES	92 NANTERRE	9 UHF
201901033	TRANSPORTS SARRION CHARBONNIER	17 LA ROCHELLE	2 UHF